

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 Glisy

Glisy, le 29/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DAILYCER FRANCE SAS

Aux Sentiers d'Etelfay
80500 Faverolles

Références : 2024 - E10075
Code AIOT : 0005102169

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2024 dans l'établissement DAILYCER FRANCE SAS implanté Aux Sentiers d'Etelfay 80500 Faverolles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DAILYCER FRANCE SAS
- Aux Sentiers d'Etelfay 80500 Faverolles
- Code AIOT : 0005102169
- Régime : Enregistrement

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le bâtiment industriel de la société DAILYCER à Faverolles abrite 10 chaînes de production ainsi que 10 lignes de conditionnement. Dans cette unité de production, toutes les technologies nécessaires à la fabrication de céréales pour petits déjeuners sont utilisées (toastage, cuisson, laminage, soufflage, enrobage, extrusion, mélange, co-extrusion).

La capacité de production de l'usine est de 55 000 t/an de produits alimentaires à base de céréales et l'exploitant est autorisé par l'arrêté préfectoral du 22 avril 2010 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 juillet 2021. Le site possède les certifications IFS, FOOD BRC, ISO 14 001 et ISO 50 001.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

-

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 16/07/2021, article 5.1.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Détection automatique d'incendie	Arrêté Préfectoral du 16/07/2021, article 5.1.7	Sans objet
3	Eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 16/07/2021, article 5.3.2.2	Sans objet
4	Dispositions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/07/2021, article 5.5.1	Sans objet
5	Dispositions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/07/2021, article 5.5.2	Sans objet
6	Intervention des services de secours	Arrêté Préfectoral du 16/07/2021, article 5.6.3	Sans objet
7	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 16/07/2021, article 5.6.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection et dans l'attente des justificatifs, il n'est pas proposé d'engager de suites administratives à ce stade.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2021, article 5.1.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions spécifiques
Prescription contrôlée : Zone « High Bay », cellules 1 et 2 - La stabilité au feu de la structure est au moins R 120 ; - Mur 1 : il est constitué de panneaux béton de degré coupe-feu REI 120 sur une hauteur de 22 mètres et de panneaux béton de degré coupe-feu REI 60 sur le reste de la façade ; - Mur 2 : il est constitué de panneaux béton de degré coupe-feu REI 120 sur une hauteur de 22 mètres et de panneaux béton de degré coupe-feu REI 60 sur le reste de la façade ; - Mur 3 : il est constitué de panneaux béton de degré coupe-feu REI 240 sur toute la hauteur du mur séparatif ; - Mur 4 : il est constitué de panneaux béton de degré coupe-feu REI 120 sur une hauteur de 22 mètres et de panneaux béton de degré coupe-feu REI 60 sur le reste de la façade ; - Mur 5 : il est constitué de panneaux béton de degré coupe-feu REI 240 sur toute la hauteur du mur séparatif ;
Constats : L'exploitant indique que la visite de son assureur a fait l'objet d'un contrôle minutieux, accompagné de demandes supérieures à la réglementation sur certains points. Le dernier rapport de visite a été transmis par mail du 26/04/24. L'exploitant n'a pas pu présenter les PV de réception des murs REI120 et REI240 de la Zone « High Bay ».
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2021, article 5.1.7
Thème(s) : Risques accidentels, Détection automatique
Prescription contrôlée : La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment

<p>permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les portes coupe-feu de l'ensemble des bâtiments ont été vérifiés par la société CHUBB. le rapport du 02/01/2023 est présenté et ne comporte aucune remarque.</p> <p>La société CHUBB (contrat annuel) a réalisée le contrôle des alarmes. Un défaut de sirène dans l'ancien bâtiment (rapport du 26/12/23) n'est toujours pas résolu. L'exploitant indique que l'alarme est perceptible mais pas optimal. Il indique que pour résoudre le problème, il faut changer l'ensemble des sirènes sur un secteur important et qu'il le fera dès lors que plusieurs sirènes ne seront plus en état de fonctionner.</p> <p>La détection automatique d'incendie et l'extinction est réalisé sur l'ensemble du site. La société AXIMA a réalisé l'ensemble des vérifications le 16/01/23 sans réserves.</p> <p>La vanne du bassin de rétention des eaux d'extinctions d'incendie se ferme automatiquement avec les portes coupe-feu.</p> <p>L'exploitant indique que son assureur a imposé des dispositions supplémentaires à la réglementation applicable.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant réalisera des tests de sirène supplémentaires (tous les 3 mois) afin de prévenir et de s'assurer que l'alarme est perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site.</p> <p>Les tests seront enregistrés sur un registre.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Eaux d'extinction incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2021, article 5.3.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions spécifiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux d'extinction d'un incendie seront retenues sur le site. Le volume de rétention minimal nécessaire à l'extinction de l'incendie de l'extension est de 1 830 m³. La rétention est assurée par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le bassin de tamponnement situé à l'ouest du bâtiment, disposant d'un volume minimum de 2 910 m³ - en partie dans le bâtiment par la mise en place de ressauts de 2,5 cm au niveau des portes des cellules de grande hauteur. Le volume stocké dans le bâtiment sera d'environ 180 m³ <p>Les eaux seront confinées par l'arrêt de la pompe de relevage en aval du bassin de confinement étanche. L'arrêt de cette pompe est asservi à la détection incendie.</p>
<p>Constats :</p>

<p>Le bassin de tamponnement situé à l'ouest du bâtiment est d'un volume minimum de 2 910 m³. Dans le bâtiment grande hauteur, il a été constaté la mise en place de ressauts au niveau des portes des cellules.</p> <p>La pompe de relevage est asservi à la détection incendie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2021, article 5.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est sous vidéo surveillance. Un gardien est présent sur site 24H/24 et 7j/7.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2021, article 5.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Evacuation du personnel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le compte rendu du dernier exercice d'incendie du 26/03/23. Il est à noter la présence d'un fourgon avec 6 pompiers du SDIS. De plus, le Lieutenant Doudoux (SDIS) était observateur lors de l'exercice.</p> <p>Des actions correctives ont été réalisées à la suite de cet exercice (modification fiche réflexe, repérage du nom de cellule...).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Intervention des services de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2021, article 5.6.3
--

Thème(s) : Risques accidentels, Documents à disposition du SDIS
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours : - des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; - des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ; Ces documents sont annexés au plan de défense incendie.
Constats : Le Plan d'Établissement Répertoire "ETARÉ" est en cours de validation avec le SDIS. Celui-ci permet d'anticiper et d'améliorer l'intervention des services de secours dans des établissements sensibles, dangereux ou particuliers. Le plan a été présenté. Le formateur interne des équipiers de seconde intervention est un pompier volontaire. Le recyclage des ESI est réalisé une fois par an.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2021, article 5.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : La défense extérieure contre l'incendie est assurée de telle sorte que les sapeurs-pompiers puissent disposer d'un volume d'eau de 480m³ disponible pendant 2 heures (soit 240 m ³ /h). L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment: - de 4 poteaux incendie répartis sur tout le site permettant de fournir un débit simultané de 240 m ³ /h soit 480 m ³ pendant 2h. Deux de ces poteaux n'observent pas la distances d'éloignement de 150m entre eux avec accord du SDIS; - une cuve de 680 m³ d'eau , dédiée aux poteaux incendie et équipée d'un surpresseur. - d'une extinction automatique à eau de type sprinklage composée d'une réserve de 800m ³ et équipée d'un pompage redondant. Le sprinkler est adapté au produit stocké. Il sera conforme à la règle R1 de l'APSAD ou tout référentiel équivalent. Le fonctionnement de l'installation de sprinklage est assuré en toutes circonstances. Le système d'extinction automatique d'incendie est conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique. Le choix du système d'extinction automatique d'incendie à implanter est explicité dans le plan de défense incendie. - des extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, bâtiments, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles, facilement accessibles et repérés au moyen de panneaux indestructibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.

- d'une **détection automatique** d'incendie avec transmission en tout temps, de l'alarme à l'exploitant, perceptible en tous points du bâtiment qui déclenchera le compartimentage de la cellule sinistrée en cas de fonctionnement. Cette détection pourra être assurée par l'installation d'extinction automatique d'incendie.
[...]

Constats :

Deux cuves sont présentes sur le site. Une de 1000 m³ pour le réseau sprinklé et une de 875 m³ pour le réseau surpressé des poteaux incendie.

L'exploitant indique avoir fait plus, si le site devait de nouveau être modifié.

9 poteaux incendie sont présents sur le site.

Les différents contrôles du sprinkleur, de la détection et des poteaux ont été présentés.

Type de suites proposées : Sans suite